



KPMG SA  
14 avenue des Droits de l'Homme  
ZAC du Champ Chardon  
45000 Orléans

# La Cité des Formations

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

La Cité des Formations

8 Allée Roger Lecotté 37100 TOURS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
14 avenue des Droits de l'Homme  
ZAC du Champ Chardon  
45000 Orléans

## La Cité des Formations

8 Allée Roger Lecotté 37100 TOURS

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association La Cité des Formations,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Cité des Formations relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la facturation des contrats d'apprentissage aux Opérateurs de Compétences (OPCO) et leur traitement à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

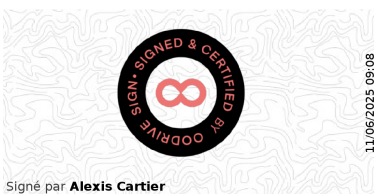
## **La Cité des Formations**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 11 juin 2025

KPMG SA



Alexis Cartier

Associé

## BILAN AU 31/12/2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31 décembre 2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement			-	-
	Frais de recherche et développement			-	-
	Concessions, brevets et droits similaires (205 - 2805 )	125 042	114 392	10 650	14 085
	Droits au bail			-	-
	Autres immobilisations incorporelles			-	-
	Avances et acomptes			-	11 192
	<b>TOTAL</b>	<b>125 042</b>	<b>114 392</b>	<b>10 650</b>	<b>25 277</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains (211 - 212 - 2811 - 2812)			-	-
	Constructions (213 - 214 - 2813 - 2814)	413 244	412 000	1 244	2 075
	Constructions sur sol d'autrui			-	-
	Inst. techniques, mat. out. industriels (215 - 2815)	2 583 467	1 986 211	597 256	590 457
	Autres immobilisations corporelles (216 - 218 - 2818)	2 100 570	1 352 744	747 826	728 399
	Immobilisations en cours (231 - 2931)	-		-	-
	Avances et acomptes			-	-
	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés '24)			-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>5 097 280</b>	<b>3 750 955</b>	<b>1 346 326</b>	<b>1 320 931</b>
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Participations			-	-
	Créances rattachées à des participations			-	-
	Autres titres immobilisés			-	-
	Prêts (274 - 2974)			-	-
	Autres immobilisations financières (275 - 276 - 2975 - 2976)	-	-	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	<b>Total de l'actif immobilisé (T1)</b>	<b>5 222 322</b>	<b>3 865 347</b>	<b>1 356 976</b>	<b>1 346 208</b>
STOCKS	Matières premières, approvisionnement (31 -32 - 391 - 392)	10 937	-	10 937	8 614
	En cours de production de biens			-	-
	En cours de production de services			-	-
	Produits intermédiaires et finis			-	-
	Marchandises			-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>10 937</b>	<b>-</b>	<b>10 937</b>	<b>8 614</b>
	Avances et acomptes versés sur commandes (4091)				
CREANCES	Fournisseurs débiteurs (40)	45 019		45 019	45 700
	Créances clients, usagers et comptes rattachés (41)	2 020 182	5 184	2 014 998	1 680 400
	Créances reçues par legs ou donations (461)				
	Personnel et comptes rattachés (42)	-	-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43)			-	-
	Subv Région, Etat et Autres collectivités publiques (44)	129 239	110 710	18 530	124 933
	Débiteurs divers (46)	20 075	-	20 075	173 529
	<b>TOTAL</b>	<b>2 214 515</b>	<b>115 894</b>	<b>2 098 621</b>	<b>2 024 562</b>
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (50)	2 000 000	-	2 000 000	1 500 000
	Disponibilités (51 - 53)	2 643 466	-	2 643 466	3 354 453
	<b>TOTAL</b>	<b>4 643 466</b>	<b>-</b>	<b>4 643 466</b>	<b>4 854 453</b>
	<b>Charges constatées d'avance (486 - 487)</b>	<b>117 237</b>		<b>117 237</b>	<b>65 110</b>
	<b>Total de l'actif circulant et des charges constatées d'avance (T2)</b>	<b>6 986 155</b>	<b>115 894</b>	<b>6 870 261</b>	<b>6 952 739</b>
	Charges à répartir sur plusieurs exercices			-	-
	Primes de remboursement			-	-
	<b>Total (T3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	Déficit gest. convent. en attente contr.	-	-	-	-
	Déficit gest. convent. en attente imput.	-	-	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF (T1+T2+T3)</b>		<b>12 208 476</b>	<b>3 981 240</b>	<b>8 227 236</b>	<b>8 298 948</b>



## BILAN AU 31/12/2024

PASSIF		Exercice 2 024	Exercice 2 023
FONDS PROPRES	<b>Fonds associatif sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires (1021 1022 10231 )	47 335	47 335
	Fonds propres complémentaires (10232- 1024 )		
	<b>Fonds associatif avec droit de reprise</b>		
	Fonds statutaires (1032)	27 767	27 767
	Fonds statutaires complémentaires (1034)		
	<b>Ecarts de réévaluation (105)</b>		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles (1062 1063 1064)		
	Réserves pour projet de l'entité (1068)	4 950 000	4 500 000
	Autres réserves		
	<b>Report à nouveau (11 )</b>	995 892	979 462
	Excédent ou déficit de l'exercice (12)	-111 451	466 430
	<b>Situation nette</b>	<b>5 909 543</b>	<b>6 020 994</b>
	Fonds propres consommables (108)		
	Subventions d'investissement (13)	788 916	782 009
	Provisions réglementées (14)		
	<b>TOTAL 1</b>	<b>6 698 459</b>	<b>6 803 003</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés aux legs ou donations (191)		
	Fonds dédiés (198)		
	<b>TOTAL 2</b>		
PROV.	Provisions pour risques (151)		38 139
	Provisions pour charges (153 - 155 - -157 - 158)	159 294	158 070
	<b>TOTAL 3</b>	<b>159 294</b>	<b>196 209</b>
DETTES	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>		
	Emprunts obligataires (163)		
	Emprunts auprès des établissements de crédit (164 - 16884 - 51)		
	Emprunts et dettes financières divers (16 - 17 - 426 - 451 - 455 - 458 - 52)		
	<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés (40 sauf 404)</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (40 sauf 404)	141 046	99 924
	<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
	Personnel et comptes rattachés (42)	383 555	379 929
	Sécurité sociale et organismes sociaux (43)	425 512	394 527
	Région subvention conventionnelle (44)		3 500
	Impôts, taxes et versements assimilés (447)	39 040	21 444
	Taxe d'apprentissage (44)	78 164	78 164
	<b>Autres dettes</b>		
	Créditeurs divers (46 et 411)	54 996	75 523
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (404)		
	<b>TOTAL</b>	<b>1 122 313</b>	<b>1 053 011</b>
	<b>produits constatés d'avance (487)</b>	247 170	246 725
	<b>Total des dettes et des produits constatés d'avance 3</b>	<b>1 369 483</b>	<b>1 299 736</b>
	<b>Ecart de conversion passif (477)</b>		
	Exédent de gestion conventionnée en attente de contrôle (487121 - 487122)		
	Exédent de gestion conventionnée en attente d'imputation (487111 - 487112)		
	<b>TOTAL</b>		
TOTAL	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>8 227 236</b>	<b>8 298 948</b>

# COMPTE DE RESULTAT

Période de l'exercice : 01/01/24 au 31/12/24		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations (756)		
	Vente de biens et de service		
	-Biens (701 - 702 - 703 - 709 - 77201)	201 757	187 616
	-Services (704 - 705 - 706 - 708 )	6 495 161	7 015 175
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation (73-74 - 7724)	49 660	60 905
	Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable (753)		
CHARGES D'EXPLOITATION	Ressources liées à la générosité du public	-	-
	contributions financières (755)		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges(781-791)	74 571	58 455
	Utilisations de fonds dédiés (7894 - 7895 - 7896)		
	Autres produits (751 - 752 - 753 - 757-758 - 7581 )		-
	<b>TOTAL</b>	<b>6 821 150</b>	<b>7 322 151</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Marchandises :		
	*Achats (607)		
	*Variations de stocks (603)		
	Matières premières et autres approvisionnements :		
	*Achats (601+602+606)	878 783	836 429
	*Variations de stocks	2 323	5 213
	Autres achats et charges externes (61- 62 )	822 628	857 140
	Aides financières (657)		
	Impôts, taxes et versements assimilés (631- 633 - 635 - 637)	203 466	180 787
	Salaires et traitements (641 - 649 - 67241)	3 550 082	3 509 314
	Charges sociales (645 - 647 -648 - 67245)	1 304 608	1 293 477
	Dotations d'exploitation *sur immobilisations : amortissements(6811-6812)	275 806	240 346
	: provisions (6816)		
	*sur actif circulant (6817)	82 681	33 213
CHARGES D'EXPLOITATION	*pour risques et charges de l'exploitant (6815)	1 224	39 069
	*pour risques et charges exceptionnelles (6855)		
	Report en fonds dédiés (6894 - 6895-6896)		
	Autres charges (651 - 654 - 658 -67258)	18 760	2 731
	<b>TOTAL</b>	<b>7 135 715</b>	<b>6 997 720</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(A) - 314 565</b>	<b>324 431</b>
	Excédents attribués ou déficits transférés	(B) -	-
	Déficits supportés ou excédents transférés	(C) -	-
PRODUITS	Produits financiers de participations		
	Prod. financiers d'autres V.M.P et créances d'actif immobilier		
	Autres intérêts et produits assimilés	105 041	62 457
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
CHARGES FINANCIERES	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement (767)		
	<b>TOTAL</b>	<b>105 041</b>	<b>62 457</b>
	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées (661 - 664 - 665 - 668 - 67261)		-
	Différences négatives de change		
CHARGES FINANCIERES	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(D) 105 041</b>	<b>62 457</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT (=A+B-C+D)</b>		<b>(E) - 209 524</b>	<b>386 888</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion (771 - 772)	10 712	15 114
	Produits exceptionnels sur opérations en capital (775 - 777 - 778)	140 158	153 305
	Reprises sur provisions et transferts de charges (781 - 787 - 791 - 797)		-
	<b>TOTAL</b>	<b>150 870</b>	<b>168 419</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (671-672 )	27 109	64 178
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital (675 - 678)	479	9 709
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (687)		
	<b>TOTAL</b>	<b>27 587</b>	<b>73 888</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(F) 123 283</b>	<b>94 531</b>
<b>Impôt sur les bénéfices</b>		<b>(G) 25 210</b>	<b>14 989</b>
<b>EXCEDENTS OU DEFICITS (=E+F-G+H-I)</b>		<b>- 111 451</b>	<b>466 430</b>
CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE	Don en nature (870)		
	Prestations en nature (871)	640 000	640 000
	Bénévolat (875)		
	<b>TOTAL</b>	<b>640 000</b>	<b>640 000</b>
CHARGES DES CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE	Secours en nature (860)		
	Mise à disposition gratuite des biens (861)	640 000	640 000
	Prestation en nature (862)		
	Personnel bénévole (864)		
CHARGES DES CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE	<b>TOTAL</b>	<b>640 000</b>	<b>640 000</b>

## **1- OBJET SOCIAL – ACTIVITÉ RÉALISÉE – MOYENS MIS EN ŒUVRE**

### **1-1 OBJET SOCIAL**

L'article 2 des statuts énonce :

Cette association a pour objet d'assurer :

- de la formation initiale par la gestion d'un centre de formation d'apprentis ;
- de la formation continue ;
- toute formation en lien avec l'activité de l'association.

### **1-2 ACTIVITÉ RÉALISÉE**

La Cité des Formations est un Organisme de formation / centre de formation d'apprentis (OFA) interprofessionnel qui propose des formations, du CAP au BTS dans les filières de l'industrie (carrosserie et peinture automobile, Ascenseurs), de l'hôtellerie-restauration, de la vente et du commerce.

La Cité des Formations propose également des formations continues, pour les salariés d'entreprise et les demandeurs d'emploi.

#### **1.2.1 Effectif total et heures Formation par statut pour l'année 2024 : 1 488 contrats**

	TOTAL	Détail par nature des formations	
		Apprentissage	Contrats de professionnalisation Formation continue
<b>Nombre d'apprenants</b>	1488 contrats	1314 contrats	174 contrats
<b>Heures formations</b>	319 460 heures	303 416 heures (95%)	16 044 heures (4%)

#### **1.2.2 Effectif total par secteur d'activité pour l'année 2024**

SECTEUR D'ACTIVITE	Effectif total 2024
Industrie (Automobile, Carrosserie)	385
Commerce	305
Hôtellerie Restauration	798
<b>Total général</b>	<b>1488</b>

### 1.2.3 Effectif par nature de formation au 31/12/2024 : 838 personnes

TOTAL	Détail par nature des formations		
	Apprentissage	Contrats de professionnalisation	Formation continue
838 personnes	813 apprentis dont 18 stagiaires en « Maintien en formation »	15 stagiaires	6 Individuels 4 stagiaires de la formation professionnelle

### 1.2.4 Effectif par diplôme et par statut au 31/12/2024 comparatif avec le 31/12/2023

	31/12/2024 APPRENTIS	31/12/2023 APPRENTIS
BAC PRO	151	160
BP	57	58
BTS	71	58
CAP	464	427
MC NIVEAU 3	29	29
MC NIVEAU 4	9	17
TITRE HOMOLOGUE NIVEAU 4	32	18
TITRE PROFESSIONNEL NIVEAU 3	0	0
<b>Total général</b>	<b>813</b>	<b>767</b>

## 1-3 MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'établissement est administré par un Conseil d'Administration qui élit un bureau et un président. Le conseil d'administration est composé d'élus du Conseil municipal de la Ville de Tours, d'élus de Tours Métropole, de représentants des Chambres Consulaires et des professionnels des métiers représentés au CFA élus pour 3 ans.

La Cité des Formations dispose d'une habilitation délivrée par l'Education Nationale et d'une déclaration d'activité délivrée par le DRIETS. Pour répondre à ces obligations légales, la Cité Des Formations s'est déclarée OFA en juin 2020 et doit remplir les 14 missions indiquées dans l'article L3261.2 du code du travail (Décret 2019-1143 du 07/11/2019).

Les moyens en personnel en ETP (Equivalent Temps Plein) peuvent se résumer comme suit par catégorie :

	Effectif Réel ETP 2024	Effectif Réel ETP 2023	Variation 2024/2023 (en valeur ETP)
FORMATEURS	49,33	50,45	-1,12
ADMINISTRATIF	35,78	34,43	1,35
EDUCATIF	8,32	7,45	0,87
TECHNIQUE	9,23	8,85	0,38
<b>Total</b>	<b>102,66</b>	<b>101,18</b>	<b>1,48</b>

## **2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE :**

L'année 2024 est marquée pour la première fois depuis la réforme de 2018 par un résultat comptable déficitaire : nos recettes d'apprentissage ne suffisent plus à couvrir nos dépenses. Nos effectifs apprentis sont cependant en hausse au 31/12/2024 mais les prix moyens continuent de chuter.

Le modèle économique est tendu, en effet le modèle de financement de l'apprentissage est instable. Nous devons établir nos budgets en intégrant le fait que chaque année, la loi de finance peut modifier nos ressources en baissant les NPEC.

Le changement de culture, les exigences qualité, la logique concurrentielle, commerciale, confirment la nécessité de transformer le modèle pédagogique et l'accompagnement de nouveaux publics.

Malgré le contexte macroéconomique difficile, l'enjeu est de pérenniser l'activité.

En réponse aux nouveaux enjeux, face des effectifs instables, il faut poursuivre la transformation engagée depuis 2018 afin d'atteindre les objectifs fixés dans la feuille de route de la direction.

L'objectif n'est plus d'atteindre un niveau d'effectif de 1000 mais de ne plus perdre d'argent et d'être à l'équilibre.

Afin de répondre à de nouveaux besoins, nous avons répondu à un nouveau marché, celui de la POEC Récape financé par AKTO et développé de nouveaux modules de formations continues.

Le CQP TVAHA, quant à lui, pas été reconduit à la rentrée 2024.

### **Faits post-clôture**

La Cité des Formations a décidé de mettre en place un plan de départs volontaires suite à un contexte économique difficile. Elle est confrontée à des difficultés économiques actuelles et prévisibles pouvant avoir un impact en termes de suppression d'emplois.

Cette décision a été soumise à l'avis du Comité Social et Economique lors d'une réunion du 24 février 2025.

Le plan a ensuite été porté à l'ordre du jour d'un Conseil d'administration en date du 10 mars 2025.

Une plénière a été organisée avec l'ensemble du personnel le 31 mars 2025, date à laquelle la période de volontariat débute. Les candidatures ont pris fin le 16 mai 2025.



## **La certification nationale obligatoire**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 a prévu une obligation de certification au 1<sup>er</sup> janvier 2022, par un organisme tiers. Les organismes réalisant des actions de formation concourant au développement des compétences doivent répondre aux critères et indicateurs d'un référentiel national unique désigné « Qualiopi » pour bénéficier de fonds publics ou mutualisés.

En septembre 2021, La Cité des formations a obtenu cette certification, valable 3 ans et délivrée par l'AFNOR.

En mai 2024 nous avons eu l'audit de renouvellement AFNOR.

## **Le Renforcement des obligations comptables**

La loi de 2018 rappelle l'obligation de présenter une comptabilité distincte pour les organismes de formation qui exercent une double activité (Apprentissage et formation continue) et de déposer chaque années les données de comptabilité analytique conformes aux exigences de France Compétences (Art L.6352-7 et L6231-4 du code du travail).

## **Négociations annuelles obligatoires**

- augmentations individuelles moyennes +1.5% au 1er avril (hors augmentations liées à l'ancienneté) : 20% des salariés concernés
- dotations œuvres sociales : maintien à 1% de la masse salariale brute
- indemnité kilométrique vélo : maintien du plafond de 700€ par an
- remboursement des abonnements de transports en commun maintien à 75%
- maintien de 30 jours du forfait annuel télétravail (en plus du jour fixe hebdomadaire) avec adaptation des postes de travail (matériel informatique)
- Accord d'intéressement pour l'année 2023/2024 avec 4 critères retenus pour la formule de calcul, comptant chacun pour 25% de la performance. Les objectifs fixés permettant d'atteindre un % pour le calcul de l'accord.

## **Situation Comptable et financière**

Résultat déficitaire de 111 451 euros pour l'année 2024, qui se décompose entre :

- Résultat déficitaire pour l'activité Apprentissage : - 120 298.57 € €
- Résultat excédentaire pour les autres formations : 8 847.53 €



### **3. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **3.1 Les comptes annuels sont arrêtés selon les méthodes en vigueur. Il a été fait application des principes suivants :**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC.

En application de la réglementation comptable du Plan comptable général, et dans le principe de présentation d'image fidèle de nos comptes, les engagements de retraite ont été comptabilisé dans les états financiers de l'année 2024.

La dotation de l'exercice correspondant à la variation 2023/2024 est de 1 224 €

La mise en place de la sectorisation des activités de l'association a permis, à partir de 2013, de présenter les activités spécifiques au CFA distinctement des activités propres telles que la formation professionnelle continue.

#### **3.2 Amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles.**

Les dépréciations sont portées dans les comptes de charges (compte 68). En contrepartie, les dépréciations des subventions (ayant financé ces immobilisations) sont portées dans les comptes de produits (comptes 777).

La différence entre le compte 777 et le compte 68 correspond à l'amortissement des investissements financés sur les fonds propres.

#### **3.3 Méthode d'appréhension de la provision pour congés à payer**

Au 31 décembre, les droits à congés payés acquis par les salariés du CFA font l'objet d'une provision au bilan. Cette provision est valorisée en tenant compte des accords du personnel validé par le conseil d'administration en séance du 1<sup>er</sup> avril 2005 et validés par la DDTEFP.

Au 31 décembre, la provision est calculée sur la base de 1/10<sup>ème</sup> des rémunérations brutes sur la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre multiplié par 6/5 pour tenir compte de la durée des congés prévus aux accords.

Les salariés ayant quitté le CFA au 31 décembre ne sont pas pris en compte.

#### **3.4 Provision relative à l'acquisition des congés payés en cas d'arrêt maladie**

Au 31 décembre 2023 nous avons opté pour une provision pour charges de 38 139€. Cette provision a été calculée selon les choix suivants :

- Salariés présents au 31/12/2023
- Calcul sur la période comprise entre le 01/09/2020 et le 31/08/2023
- Plafonnement à 24 jours par an par salarié
- Conversion du nombre de jours avec le coût horaire chargé au 31/08/2023

Cette provision a été reprise dans son intégralité au 31/12/2024 en 787500.

Les jours de congés payés acquis et cumulés (au titre de la maladie) sont au 31/12/2024 englobés dans la méthode décrite à l'article 3.3 ci-dessous.

Il y a à compter du 31/12/2024 qu'une seule provision CP globale.

#### **4 . INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

##### **Tableau de variation des fonds propres**

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	47 335			47 335
Fonds propres avec droit de reprise	27 767			27 767
Ecart de réévaluation				
Réserves	4 500 000	450 000		4 950 000
Report à nouveau	979 462	16 430		995 892
Résultat de l'exercice	466 430		577 881	- 111 451
<b>Situation nette</b>	<b>6 020 994</b>			<b>5 909 543</b>
Subventions d'investissement	782 009	146 719	136 812	788 916
<b>Total</b>	<b>6 803 003</b>			<b>6 698 459</b>

##### **Affectation du résultat de l'exercice précédent**

	Déficit	Excédent
Résultat de l'exercice précédent		466 430

<b>AFFECTATION</b>	Augmentation	Diminution
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	450 000	
Report à nouveau	16 430	
<b>Total Affectations</b>	<b>466 430</b>	



## 4.1 Bilan actif

### 4.1.1 Immobilisations - mouvements principaux de l'exercice

Le montant total des immobilisations acquises pour l'année 2024 s'élève à 288 365 €.

	ACQUISITIONS	SORTIES
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		
Logiciels	1 543 €	1 043 €
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		
Constructions		55 323 €
Installations techniques Matériel Pédagogique	129 822 €	86 568 €
Installations générales et aménagement	72 001 €	5 235 €
Matériel de transport	/	/
Matériel de bureau, informatique et mobilier	84 999 €	8 855 €
Autres		5 876 €
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	/	/
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS 2024</b>	<b>288 365 €</b>	<b>162 900 €</b>

Ces investissements ont été financés par :

Origine des financements	2024
Conseil Régional	60 523 €
ANFA	58 375 €
OPCO Mobilité	9 245 €
Métropole	18 576 €
Auto financement	141 646 €
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS</b>	<b>288 365 €</b>

### 4.1.2 Immobilisations corporelles – amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	1 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Autres immobilisations	Linéaire	5 à 10 ans

#### 4.1.3 Etat des échéances des créances

Toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à moins d'un an.

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus
Fournisseurs débiteurs	45 019 €	45 019 €
Clients et comptes rattachés	2 014 998 €	2 014 998 €
Sécurité sociale et autres organismes	/	/
Subvention Région, Etat et autres collectivités	18 530 €	18 530 €
Débiteurs divers	20 075 €	20 075 €
Charges constatées d'avance	117 237 €	117 237 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 215 859 €</b>	<b>2 215 859 €</b>

#### 4.2 Bilan passif

##### 4.2.1 Dotation initiale

Ce poste retrace au bilan d'entrée les moyens en nature et en espèces qui sont considérés comme des apports en capital et dont l'origine de financement n'a pu être précisée.

##### 4.2.2 Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement figurent au passif pour leurs valeurs d'origine, diminuées de la quote-part, inscrite au compte de résultat. Elles figurent donc pour leurs montants nets.

##### 4.2.3 Provision pour risques et charges

MONTANT TOTAL DES PROVISIONS	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provision pour risque	38 139 €		38 139 €	
Provisions/Pensions et obligations	158 070 €	1224 €		159 294 €

Le montant de l'indemnité de départ en retraite est estimé à la clôture sur la base des informations suivantes :

- Probabilité de présence du salarié dans le CFA jusqu'à l'âge de la retraite. Le taux de probabilité utilisé intègre la notion de mortalité.
- L'indemnité légale de mise à la retraite selon la grille ci-dessous.

Année de naissance	Âge d'ouverture des droits à pension (hors départs anticipés)	
	AVANT LA RÉFORME	APRÈS LA RÉFORME
de 1958 à 1960	62 ans	62 ans
1-1-1961 au 31-8-1961	62 ans	62 ans
1-9-1961 au 31-12-1961	62 ans	62 ans et 3 mois
1962	62 ans	62 ans et 6 mois
1963	62 ans	62 ans et 9 mois
1964	62 ans	63 ans
1965	62 ans	63 ans et 3 mois
1966	62 ans	63 ans et 6 mois
1967	62 ans	63 ans et 9 mois
1968 et après	62 ans	64 ans

Sur ces bases et calculé sur 100% des salaires versés par « La Cité des formations », le montant actualisé au taux de 3.70 % qui serait dû, charges sociales incluses, est de 159 294 €.

#### 4.2.5 Charges à payer – Provisions

Postes concernés	Montant	Commentaires
Fournisseurs et comptes rattachés (468)	33 849 €	Factures non parvenues des fournisseurs
Charges de personnel (428)	380 032 €	Provisions pour congés payés + RTT
Dettes fiscales et sociales (438) (448)	221 237 €	Charges/CP Charges/R.TT+ Taxe salaires
Avoir à recevoir (419)	13 719 €	Avoirs à recevoir
<b>TOTAL</b>	<b>648 837 €</b>	

#### 4.2.6 Etats des échéances des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	141 046 €	141 046 €		
Personnel et comptes rattachés	383 555 €	383 555 €		
Sécurité sociale et organismes sociaux	425 512 €	425 512 €		
Avances/subv Etat	/	/		
Taxe apprentissage	78 164 €	78 164 €		
Etat impôt et taxes	39 040 €	39 040 €		
Autres dettes	54 996 €	54 996 €		
Fournisseurs immobilisations	0	0		
<b>TOTAL</b>	<b>1 122 313 €</b>	<b>1 122 313 €</b>		



#### 4.2.7 Les produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 247 170 € au 31/12/2024 et se compose principalement de :

- Décalage pour 2024 des produits de la tarification OPCO sur les contrats d'apprentissage pour 226 055 €
- Projets pour 2025 des subventions mobilité FSE et SAME pour 10 811 €

### 5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

#### 5-1 Ventilation des ressources de l'association

##### ➤ Facturation de l'activité « Apprentissage » aux Opérateurs de compétences

**Les coûts de formation :** 5 652 243 € ont été facturés pour un total de 1314 contrats sur la totalité de l'année 2024 (- 11.11 % par rapport à 2023) et répartis sur les 11 opérateurs de compétences (OPCO), financeurs de la formation. Cela représente 79.87 % du total des produits de l'association. La facturation est établie sur la base des NPEC (niveau de prise en charge), selon les règles fixées par France Compétences.

**Les frais d'hébergement et de restauration :** 63 729 € ont été facturés sur la base d'un forfait de 6 euros par nuitée et 3 euros par repas. Le calcul est établi à partir de la base de données YPAREO et d'un logiciel de comptabilisation des repas effectifs.

**Les frais de 1<sup>er</sup> équipement :** 207 585 € versés au titre de la prise en charge des frais de 1<sup>er</sup> équipement par les OPCO. Les achats sont réalisés par l'association et remboursés sur présentation de facture par l'OPCO de référence, selon les règles définies par chacun d'eux.

**Les frais de Mobilité :** 17 500 € au titre de 2024. Pris en charge par les OPCO pour un maximum de 1 600€ par Mobilité Internationale.

##### ➤ Autres Activités

**Autres conventions de formations :** 322 271€ (+74.10 % par rapport à 2023).

**Restaurant d'application et garage pédagogique :** 218 152 €, soit une augmentation de 11.65% par rapport à 2023.

**Hébergement/ Restauration – Facturation Familles :** 206 143€ (+1.22% par rapport à 2023)

## ➤ Les subventions

### Subventions Conseil Régional :

	CF 2024	CF 2023	Evolution	ECART
Subventions Région Echanges Européens	14 853 €	43 118 €	-65.55 %	- 28 265 €
Subvention Région divers (RC3E)	23 285 €	0 €		23 285 €
Autres subventions d'apprentissage	774 €	0 €		774 €
Subvention exceptionnelle	0 €	0 €	0 %	0 €
<b>Total subventions Région</b>	<b>38 912 €</b>	<b>43 118 €</b>	<b>-9.75 %</b>	<b>- 4 206 €</b>

## ➤ Les autres ressources

	CF 2024	CF 2023	Evolution	ECART
Subvention Etat	9 265 €	10 115 €	-8.40 %	-850 €
Taxe apprentissage (7481)	883 €	869 €	+ 1.61 %	14 €
Subventions des branches (7483 et 7484)	600 €	6 803 €	-91.18 %	-6 203 €
Autres subventions (hors 7481-7483-7484)	/	/	/	
<b>Total autres Ressources</b>	<b>10 748 €</b>	<b>17 787 €</b>		<b>-7 039 €</b>

### **LES CHARGES D'EXPLOITATION + 1.97%**

Les charges augmentent de 1.97 % par rapport à 2023, soit 138 k€.  
Un budget annuel est voté en Conseil d'Administration chaque année.

### **5 -2 Ventilation de l'effectif au 31/12/2024**

✓ Répartition de l'effectif par statut, en Equivalent Temps Plein (E.T.P) et en nombre (nb.)

	TOTAL E.T.P	TOTAL En nb.	Dont ETP Employés	Dont ETP Cadres	Dont ETP Travailleurs Handicapés
Féminin	55.52	66	50.22	5.30	3.00
Masculin	47.14	56	42.14	5.00	5.60
<b>Total général</b>	<b>102.66</b>	<b>122</b>	<b>92.36</b>	<b>10.30</b>	<b>8.60</b>

✓ Personnel extérieur : 4 intervenant extérieurs : 2 BTS Commerce, 2 TP RC3E, externalisation de l'entretien de l'internat, des bâtiments administratifs et entretien des espaces verts.

### RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS :

Les dirigeants de l'association ne sont pas rémunérés. Les rémunérations allouées aux 3 plus hauts cadres s'élèvent à 267 726.07€ charges patronales incluses.

### 5.3 Mise à disposition des locaux par Tours Métropole Val de Loire

La valorisation des locaux a été mise à jour par un avenant en date du 11 avril 2024.

« A titre d'information, les locaux sont valorisés à hauteur de 640 000 € / an de valeur locative pour l'année 2024. Cette valorisation sera actualisée selon l'indice de référence des loyers commerciaux, dit ILC publié par l'INSEE, chaque 1 er janvier. L'indice de référence est celui du 1 er trimestre 2023, soit 128.68. »

### 5.4 Honoraire du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes suivant la lettre de mission pour l'année 2024 s'élève à 19 452 € TTC.

### 5.5 Résultat exceptionnel

#### ➤ Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	5 253 €
Charges/exercice antérieur	20 768 €
Dons	1 088 €
VNC Éléments d'actifs cédés	479 €
<b>Total</b>	<b>27 587 €</b>

#### ➤ Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	8 723 €
Produits sur exercice antérieur	1 668 €
Produit CR sur exercice antérieur	320 €
Produits de cession des éléments d'actifs	1 661 €
Quote-part de subvention équipement	138 498 €
<b>Total</b>	<b>150 871 €</b>



## 6. ENGAGEMENT HORS BILAN

### 6.1 Ressources non utilisées à la clôture de l'exercice

RESSOURCES TAXE D'APPRENTISSAGE	2024	2023	2022	2021	2020
Collecte Taxe d'apprentissage	/	/	9 090	31 302	16 154
Dons en nature	883	870	1 078	11 338	2 017
Report Taxe d'apprentissage	78 164	78 164	78 164	78 164	157 455
<b>Total TA disponible</b>	<b>79 047</b>	<b>79 004</b>	<b>88 332</b>	<b>120 804</b>	<b>175 626</b>

CONTRIBUTION TA DEPENSES DU CFA					
Financement de l'investissement	/	/	9 090	34 254	97 515
Charges de fonctionnement	883	870	1 078	8 385	663
Report Taxe d'apprentissage					
<b>Total contribution TA</b>	<b>883</b>	<b>870</b>	<b>10 168</b>	<b>42 639</b>	<b>78 178</b>
<b>FONDS DE RESERVE TAXE D'APPRENTISSAGE</b>	<b>78 164</b>	<b>78 164</b>	<b>78 164</b>	<b>78 164</b>	<b>78 164</b>